



Intensification de la Mobilisation dans les SPIP

Dans le cadre d'une mobilisation nationale intersyndicale engagée depuis 4 mois dans les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP), les personnels du SPIP du LOIR ET CHER décident, en l'absence de réponse claire de la part du Ministère de la Justice et de la Direction de l'Administration Pénitentiaire, de s'associer à la semaine d'intensification des modalités d'action prévue au cours de **la semaine « SPIP MORT » du 6 au 10 juin 2016**.

Pour rappel, le point de départ de ce mouvement est l'annonce par le Président de la République le 15/12/15, dans le cadre d'un plan de lutte contre le terrorisme (PLAT) après les attentats de Novembre dernier, de revalorisations indiciaires et de créations d'emplois pour l'Administration Pénitentiaire, tout en excluant les personnels de la filière d'insertion et de probation.

Ce mépris, ajouté notamment à de légitimes revendications statutaires insatisfaites depuis des années, catalyse les rancœurs de l'ensemble de la profession.

90 % des services (SPIP) au niveau national participent à ce mouvement historique qui concerne autant les Conseillers Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (CPIP) que les cadres.

Nous revendiquons notamment une revalorisation indiciaire équivalente à celle octroyée aux autres corps de l'Administration Pénitentiaire, une revalorisation statutaire, et l'abandon d'un projet de prime « au mérite ».

En dépit d'une mobilisation exemplaire, empreinte de détermination et de responsabilité (soumis à un statut spécial, nous n'avons pas le droit de grève), l'Administration Pénitentiaire, tout comme le Ministère de la Justice, ne semblent toujours pas considérer comme il se doit l'importance du malaise dans la profession, et donnent de surcroît sérieusement le sentiment de jouer la montre et le pourrissement.

Une manifestation nationale le 10 mai à Paris, regroupant plus d'un millier de personnels soit presque le tiers de la filière est restée vaine.

Nous constatons aujourd'hui, avec de plus en plus d'amertume, que les contraintes budgétaires qui nous sont systématiquement opposées, ne sont pas insurmontables pour d'autres, au sein de notre ministère ou ailleurs (Intérieur, Éducation Nationale...).

la CGT SPIP Centre Val de Loire

Blois, le 03/06/2016